



LE RETOUR DE L'EUROPE DES SIX

7 février 2026

Faut-il croire l'Allemagne dans sa volonté de relancer l'UE en petit comité pour plus d'efficacité ?

Ce n'est encore qu'un embryon, mais l'idée refait surface. Près de 70 ans après la création de la Communauté du charbon et de l'acier (CECA), Berlin et Paris se prépareraient à remettre sur le tapis l'idée d'une Europe à deux vitesses pour faire face aux dangers qui la guette. Les six premières puissances économiques de l'UE ont été approchées (France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et Pays-Bas).

 Yves Bertoncini ↗

7 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 9:50min

Atlantico : Face aux [menaces](#) géopolitiques croissantes, et au changement de doctrine, côté américain, le ministre allemand des Finances a déclaré : "C'est le moment de l'Europe à deux vitesses". Est-ce un énième ballon d'essai sans lendemain lancé par Berlin ou est-ce l'embryon d'un projet plus sérieux ?

Yves Bertoncini : La « différenciation » est une réalité ancienne dans l'Union, de l'euro à « l'espace Schengen », en passant par « l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement » et bien d'autres initiatives... Même si elle est rarement retenue en première intention, elle advient lorsque les Etats-membres de l'Union européenne (UE) constatent qu'il leur est impossible de réunir l'unanimité entre eux, alors que le Parlement européen et la Commission peuvent plus facilement décider, à la majorité.

C'est l'acuité des défis internationaux qui ramène la différenciation au premier plan, comme l'illustrent l'emprunt récent visant à soutenir l'Ukraine, garanti par 24 des 27 Etats-membres (tous, sauf la Hongrie, la République Tchèque et la Slovaquie), la mise en œuvre de multiples projets militaires ou encore l'habile déploiement de soldats au Groënland par 8 pays européens, dont seulement 6 de l'UE... Outre les enjeux sécuritaires, le ministre allemand des Finances a aussi mentionné les défis à relever en termes de compétitivité internationale et de marché unique, alors que Mario Draghi et Enrico Letta se désespèrent que soient mises en œuvre les préconisations des éclairants Rapports qu'ils ont remis en 2024...

Contourner les blocages actuels de l'UE à 27, et notamment la sacro-sainte règle de l'unanimité qui prévaut encore dans de nombreux domaines, en décidant d'aller plus vite et plus loin dans l'intégration, est-ce vraiment le seul moyen pour les Européens de reprendre leur destin en main ?

À lire aussi

Quand le Congrès américain révèle l'ampleur du dispositif de censure politique déployé par les Européens

David Fayon et Julien Pillot

Yves Bertoncini : Le vote à l'unanimité prévaut en effet sur plus d'un tiers des enjeux soumis aux Etats-membres - politique étrangère, défense, fiscalité, social... : c'est d'ailleurs justement parce que ces enjeux sont sensibles que les capitales nationales ont voulu garder une forme de « droit de veto » sur les décisions de l'UE. Cette règle de l'unanimité n'empêche pas d'avancer en cas d'urgence : on l'a vu lors de la crise pandémique, qui a donné lieu à l'adoption du [plan de relance](#) « NextGeneration EU », ou face à l'invasion russe de l'Ukraine, qui a par exemple débouché sur 19 trains de sanctions contre la Russie. Mais l'unanimité n'incite pas les Etats à être constructifs et elle peut conduire à des blocages pénalisants, surtout face à des acteurs fonctionnant sur la base de systèmes politiques autoritaires (Russie, Chine...) ou présidentiels (Etats-Unis).

Cette "coalition des volontaires", née de la guerre en Ukraine, prendrait la forme d'une coopération renforcée du type zone euro ou zone Schengen, qui ont aussi montré leurs limites...

Yves Bertoncini : Former une « coalition des volontaires » est une bonne façon de concilier efficacité opérationnelle et respect des spécificités et souverainetés nationales. Il y a des pays neutres dans l'UE (Irlande, Autriche...), des pays dont les gouvernements actuels semblent plus proches de Moscou que de Kiev (Hongrie, Slovaquie...), des pays dont les opinions publiques ne voient pas l'utilité de déployer des troupes sur le territoire ukrainien (Espagne, Italie...). Les pays de l'UE qui veulent avancer le font donc dans le cadre d'une coalition ad hoc, à laquelle les autres participent plus ou moins, voire pas du tout : c'est une méthode très pragmatique, qui mérite d'être saluée. Quant à la zone euro, elle a été lancée en 1992 par 10 des 12 Etats-membres de l'UE, et 21 sur 27 ont aujourd'hui décidé d'en faire partie : elle doit donc avoir plus d'avantages que d'inconvénients semble-t-il... Il en va de même de « Schengen », lancé à 5 en 1985 et désormais rejoint par 25 des 27 pays de l'UE, plus 4 pays voisins : ce ralliement massif traduit les vertus d'une gestion commune de l'espace européen de libre circulation et des efforts de coopération policière et judiciaire, malgré ses limites, notamment liées au déficit de confiance et de solidarité entre Etats.

Alors que le couple franco-allemand semble patiner depuis des années, et Berlin flirte avec Rome, la volonté allemande vous semble-t-elle réellement palpable ?

À lire aussi

“Buy european” : un règlement européen qui ne changera rien et voilà pourquoi

Nicolas Marques

Yves Bertoncini : Berlin a aujourd'hui les cartes en main compte tenu de sa centralité géopolitique, de sa relative stabilité institutionnelle et de ses marges de manœuvre substantielles en matière financière. Les autorités

allemandes peuvent donc être tentées d'avancer sans trop d'égards pour leurs voisins, ou de prendre le leadership en Europe, surtout au vu de la situation budgétaire, économique et politique hexagonale... Il me semble cependant que les Allemands savent qu'ils ont intérêt à jouer collectif, notamment en partenariat avec la France, et qu'un cavalier seul trop affirmé aurait des conséquences négatives à Paris et dans la plupart des capitales de l'UE. C'est dans le domaine de la défense que l'urgence est patente, dès lors que la fiabilité de la garantie nucléaire américaine suscite des doutes en Allemagne et au-delà. Malgré les grandes incertitudes à l'horizon 2027, la balle est donc aussi dans le camp de la France, qui dispose d'une force de dissuasion et de forces conventionnelles aguerries. Si le « système d'avion de combat du futur » peine à prendre corps, les Allemands pourraient par exemple s'en retourner à leur partenariat précédent, autour de « l'Eurofighter », tandis que la France aurait du mal à financer seule une nouvelle version du Rafale...

Cette future Europe des Six serait à la fois financière et défensive, d'après ce qu'on en comprend. Cela soulève beaucoup de questions : quels sont les projets concrets qui pourraient être mis sur la table ?

Yves Bertoncini : Je doute qu'une « Europe des six » n'advienne : le ministre allemand a d'ailleurs indiqué que les concertations récentes entre des représentants des 5 pays les plus peuplés de l'UE et les Pays Bas avaient pour but de créer une dynamique et de convaincre nombre d'autres Etats-membres de se mobiliser aussi, sur toute une série de projets : l'Union des marchés des capitaux et de l'épargne, afin de favoriser l'émergence d'acteurs et de produits financiers à la hauteur de notre potentiel continental ; la mise en place d'un système de paiement européen indépendant, pour ne plus être à la merci d'acteurs américains qui pourraient être instrumentalisés par l'administration Trump ; la coordination des investissements dans le domaine de la défense, dans la droite ligne des initiatives engagées récemment (EDIP, Safe...) ; les achats coordonnés des matières premières critiques nécessaires à l'industrie de défense et à la transition écologique (terres rares, lithium...), et que Chinois et Américains veulent s'accaparer... Le développement de nouveaux « projets importants d'intérêt européen commun » en matière industrielle et technologique devrait lui aussi être encouragé, sur le modèle souvent cité des « Airbus des batteries ». L'avancement de projets industriels majeurs en matière de défense (avion de combat, char de combat, drone, ...) fera lui aussi figure de test.

A quelle échéance cette Europe en petit comité pourrait-elle voir le jour ?

À lire aussi

Euro numérique : à Bruxelles, les négociations échouent

Kimberley Bort

Yves Bertoncini : L'Europe « à géométrie variable » ou « à plusieurs vitesses » a déjà vu le jour : il n'y aura donc pas de « grand soir » en la matière, mais sans doute l'adoption parallèle d'initiatives économiques et militaires ambitieuses entre Etats volontaires, soit dans le cadre de procédures de coopérations « renforcées » ou « structurées » internes à l'[UE](#), soit sur un registre plus intergouvernemental. Ce sera une utile façon de mettre en œuvre le « fédéralisme pragmatique » que Mario Draghi appelle de ses vœux. L'essentiel d'un point de vue politique est que ces initiatives soient ouvertes à tous les Etats volontaires, sur la base de critères clairs, et que ceux qui ne voudront ou ne pourront pas les soutenir ne puissent prétendre qu'ils ont été exclus par leurs voisins.

C'est une des critiques récurrentes de la construction européenne : elle s'est souvent faite dans le dos des peuples. Or ces derniers sont-ils prêts à ce grand bon en avant ? Et comment imaginer ne pas leur demander leur avis ?

Yves Bertoncini : Il y a longtemps que la construction européenne est sortie du « despotisme éclairé » qui imprégnait l'esprit de ses pères fondateurs : « l'Europe » est de fait au cœur d'intenses débats publics depuis des lustres, et très souvent au centre des campagnes électorales dans la plupart des Etats-membres. Si le fonctionnement de l'UE souffre toujours d'un indubitable déficit de transparence et d'ancrage civique, ce qui caractérise les dernières années est moins le classique clivage entre Bruxelles et les peuples que les clivages entre peuples : ces clivages portent tous sur le degré de coopération et de solidarité à privilégier face aux défis géopolitiques, sécuritaires,

économiques, écologiques, commerciaux ou migratoires – on l’a encore vu récemment en termes d’attitudes populaires vis-à-vis de la Russie ou de positions sur l’accord commercial entre l’UE et le Mercosur. Face à la brutalisation des relations internationales incarnée par Poutine, Xi Jinping et Trump, l’appartenance à l’UE n’a cependant jamais été aussi soutenue dans les sondages « eurobaromètres », de même que l’idée que « l’union fait la force » : que de nouvelles initiatives communes puissent en découler ne devrait donc surprendre personne. Pour le reste, si les Hongrois ne veulent pas participer à l’approfondissement de la construction européenne, ils sont libres de réélire Viktor Orbán au mois d’avril 2026. Quant aux Français, ils auront aussi un choix clair à exprimer au printemps 2027, dès lors qu’élire un(e) Président (e) de la République issu(e) du Rassemblement National constituera une rupture nette dans la politique européenne et étrangère de la France comme pour sa capacité à défendre ses intérêts sur notre continent et dans le monde.

Propos recueillis par Christophe Garach

À lire aussi

Qatargate : la Commission européenne limoge enfin un haut responsable au milieu d’un scandale qui dure depuis des années

Actualités TEC

MOTS-CLES

Union européenne , géopolitique , souveraineté , Compétitivité , coopération

THEMATIQUES

Europe